



Madame, Monsieur,

L'année scolaire 2019/2020 touche à sa fin et, à n'en pas douter, elle sera à marquer d'une pierre blanche dans la scolarité de votre enfant. La Covid 19 est passée par là avec son lot d'inquiétudes, de bouleversements, de remises en cause de nos habitudes. Brinquebalés entre le confinement, les contraintes professionnelles, les aléas d'internet et l'hétérogénéité du matériel informatique, les familles ont tenté, au mieux, de s'adapter, avant d'entrevoir un retour « à la normale » ponctué de rentrées intermédiaires. Depuis le 22 juin, un semblant de quotidien reprend le dessus... pour juste deux semaines. Mais vous vous en doutez, pour les enseignant·e·s aussi, cette fin d'année aura été très singulière.

Évidemment, comme l'ensemble de la population, nous avons traversé cette période avec plus ou moins d'angoisse, craignant pour nos proches... et pour nos élèves.

Mais à cette angoisse sont venus se greffer d'autres sentiments que nous ne voulons pas garder sous silence aujourd'hui, tant ils vont peser sur la rentrée de septembre.

En effet, à nos yeux, cette crise a mis à jour un gouffre immense : celui qui sépare la réalité de nos écoles des discours de notre ministre... Un ministre médiatique, abonné aux plateaux télé et semblant prendre tous ses petits-déjeuners dans les matinales radiophoniques.

A chacune de ses interventions, même contradictoires, il explique que tout est sous contrôle, que ses services gèrent avec efficacité une situation exceptionnelle...

Exceptionnelle, la situation l'est à n'en pas douter, tout comme l'est notre lassitude à l'écouter communiquer, enrober la réalité, la dissimuler à coup de statistiques sorties dont ne sait où pour masquer le manque de moyens et les inégalités territoriales qu'il ne combat pas. Masquer, comme il l'est d'ailleurs lorsqu'il se promène dans des écoles rutilantes, choisies pour faire bonne figure à l'heure du journal télévisé.

Ces images ne sont pas notre quotidien et, contrairement à ce qu'elles veulent donner à voir, ces derniers mois ont surtout démontré l'amateurisme, les effets délétères d'une politique sans ambition, le manque d'anticipation... et une absence totale de reconnaissance pour l'investissement de celles et ceux qui ont évité le naufrage.

La gestion de la mise en place des protocoles a été chaotique, tant aux mois de mai qu'au mois de juin. Manque d'informations, textes publiés au dernier moment, refus récurrent de donner des informations aux représentant·e·s des personnels, gestions différenciées d'une mairie à une autre, menaces, dénigrement, sentiment d'abandon d'équipes pédagogiques laissées seules face aux contradictions des discours multiples... voilà ce qui a réellement accompagné nos derniers mois. Paradoxalement cela ne nous a pas empêchés de nous porter massivement volontaires pour garder les enfants de soignants, des personnes prioritaires.

Le télétravail, vanté par JM Blanquer qui expliquait que tout était prêt, a mis en lumière l'absence totale d'outils nationaux fiables : ce sont les enseignant·e·s, seul·e·s, avec leur matériel, sans formation... qui ont improvisé de leur mieux, en faisant des entorses aux règles administratives, contraint·e·s qu'ils ont été d'utiliser des sites ne répondant pas aux normes RGPD. Et autant dire, que ces mêmes enseignant·e·s se sont étranglé·e·s lorsque « leur » ministre a expliqué que les enfants ne disposant pas d'ordinateurs pourraient aller en chercher dans leur « établissement » : il faut vraiment être éloigné du monde réel pour imaginer que cela se passe comme cela dans la vraie vie !

On pourrait penser que les vacances arrivent à point nommé pour repartir sur de bonnes bases... malheureusement, il n'en est rien. Voulant faire preuve de volontarisme, le ministre, surfant sur l'inquiétude des parents et la faiblesse des salaires enseignants, a décidé d'organiser des stages de soutien scolaire, pour tous, en juillet et août... un peu comme si l'on pouvait, en quelques heures par semaine, palier les classes surchargées, le manque de personnels spécialisés, l'absence de formation continue des enseignants. Là encore, c'est un dispositif d'apparat qui de surcroît s'appuie, non sur les besoins des élèves, mais sur le volontarisme des parents... ce qui n'est pas sans questionner sur l'équité républicaine de ce soutien.

Enfin et pour finir, il y a aussi la perspective de la rentrée. Cela peut paraître paradoxal d'en parler dès maintenant, mais là encore, notre bien trop médiatique ministre, explique, partout, sans contradicteur, que cette rentrée 2020 sera celle des évaluations tous azimuts. Évaluations pour cibler les retards, pour combler les manques... évaluations en CP, CE1... évaluations à tous les étages.

Là encore, ce discours ne passe pas pour les professionnels que nous sommes. Déjà parce que cela fait des années maintenant que nous expérimentons les « évaluations Blanquer » et que nous constatons leur totale inadaptation. Élaborées loin des classes par des spécialistes qui semblent n'avoir pas vu d'élèves depuis des siècles, elles ont surtout un pouvoir anxiogène sur les enfants... Un pouvoir anxiogène que nous dénonçons, et une grande inutilité, car nous n'avons pas attendu ce ministre pour évaluer nos élèves, tous les ans, mais pas au rythme médiatique que le ministère veut imposer pour disposer de statistiques auquel il peut faire dire tout et son contraire. Nous souhaitons, nous, avancer au rythme de nos élèves sans les brusquer... et sans perdre de temps dans des organisations complexes et chronophages, qui finissent par confondre le symptôme et la cause. Passer notre temps à évaluer nos élèves est aussi pertinent que de prendre en permanence la température d'un malade !

Ce n'est pas le thermomètre qui guérit... et pour ce qui est de nos écoles, ce ne sont pas d'évaluations nationales dont nous avons besoin, mais d'une politique nationale ambitieuse, d'écoute, de postes d'enseignants, de formations initiale et continue, de moins d'élèves par classe, de revalorisation de notre métier pour attirer les jeunes diplômés, de plateformes internet de qualité, de matériel pédagogique... Lassés d'un ministre qui sait ne pas être avare de notre temps, de notre investissement, nous aimerions enfin qu'il comprenne qu'une politique éducative ambitieuse ne s'obtient pas en communiquant, en invoquant le dialogue social sans jamais entendre, sans jamais écouter, les demandes des véritables piliers du système scolaire que sont les enseignants. Loin des plateaux télé, des matinales radio, il serait plus que temps de donner réellement les moyens à une Éducation Nationale qui ne peut pas se payer que de mots.

Nous serons très certainement amenés à en reparler très vite à la rentrée.

L'école doit penser la reprise de septembre sans pouvoir compter sur le ministère pour l'anticiper. Aussi, il faut dès maintenant donner du temps aux équipes pour se préparer, pouvoir repenser les progressions et les programmations dans le cadre des cycles, imaginer la rentrée des élèves qui changent d'école ou qui y entrent pour la première fois, inventer des organisations différentes et créer des protocoles selon le niveau d'activité du virus...

**Du temps pour les professeurs qui sont bien là, qui savent ce qu'est une classe, des élèves et qui, comme ils ont pu le démontrer, tiennent le système à bout de bras !**

Nous vous souhaitons, ainsi qu'à vos enfants, des vacances reposantes et nécessaires, et espérons retrouver à la rentrée un fonctionnement normal de l'école.